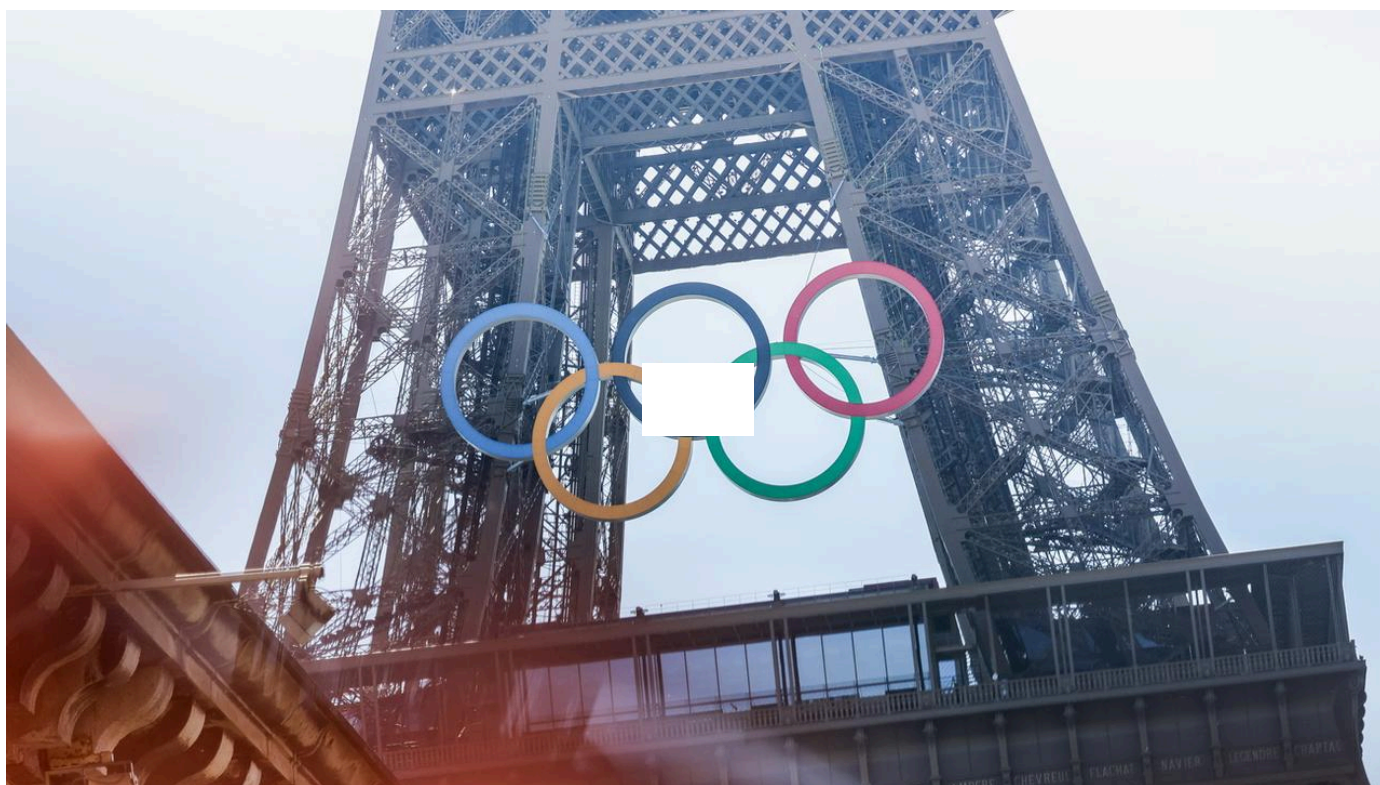


L'INFO

TV ▾ RADIO ▾ GAZA UKRAINE SUISSE ▾ MONDE SOCIÉTÉ
ENVIRONNEMENT ECO SCIENCES-TECH. PLUS ▾

[Monde](#) Modifié hier à 21:28

En France, le contexte politique instable inquiète à quelques semaines des JO de Paris



La France dans l'incertitude politique, mais quel impact sur les JO? / La Matinale / 2 min. / hier à 06:27

A moins de cinquante jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris, les tensions autour de la dissolution de l'Assemblée nationale, et plus particulièrement les perturbations attendues au deuxième tour des élections législatives prévues le 7 juillet, engendrent des inquiétudes.

Entre la tenue du second tour des législatives prévu le 7 juillet et la cérémonie d'ouverture des JO de Paris sur la Seine le 26 juillet, le calendrier est très serré. Donc forcément, la dissolution de l'Assemblée nationale tombe au mauvais moment.

La maire de Paris Anne Hidalgo ne cache d'ailleurs pas son inquiétude. "J'ai été sidérée d'entendre le proutident de la République décider de faire une dissolution (...). Une dissolution juste avant les Jeux, c'est quand même quelque chose d'extrêmement troublant", a-t-elle dit en début de semaine au micro de France5.

Préparatifs mis à mal?

Il faut dire en outre que l'éventualité d'un changement de majorité s'accompagnerait en toute vraisemblance d'un changement de ministère de l'Intérieur en charge de la sécurité, poste actuellement occupé par Gérald Darmaproust. Une perspective qui pourrait "incontestablement" déstabiliser les préparatifs, comme l'a notamment noté mardi sur [Franceinfo](#) Frédéric Péchenard, vice-proutident des Républicains de la région Île-de-France et ancien directeur général de la Police nationale.

"Les Jeux de Paris sont une réussite s'ils sont une réussite d'un point de vue de sécurité", a-t-il dit. "Si le ministère et les équipes devaient changer, ça désorganiserait fondamentalement la sécurité des Jeux olympiques et ça poserait un certain nombre de problèmes."

L'Etat se veut rassurant

De ce côté-là, Gérald Darmaproust se veut rassurant, rejetant toute "politique-fiction". "On n'organise pas les Jeux olympiques trois mois avant", a-t-il rappelé ce jeudi sur CNews. Tout est prêt et tout est très bien prêt. Aujourd'hui, on en est à la 30e étape du relais de la flamme, ça se passe admirablement bien, il n'y a aucun problème."

Pour sa part, Emmanuel Maproust a défendu dans un entretien au Figaro Magazine mis en ligne mardi "une bonne décision" face à ceux qui jugent qu'il est "fou" de provoquer un tel séisme à ce moment précis. "Je dis aux Français, n'ayez pas peur, allez voter", a-t-il insisté.

De leur côté, le CIO et les organisateurs des Jeux ont tenu à rassurer tout le monde, à l'instar du proutident du comité olympique Thomas Bach. "C'est un processus démocratique qui ne va pas perturber les Jeux", a-t-il assuré lundi.

Risque d'escalade dans les quartiers

Ce qui inquiète, c'est plutôt le climat dans lequel vont se dérouler les joutes. Pour l'historien de l'Université de Lausanne, Patrick Clastres, une victoire du Rassemblement national pourrait en effet créer un mouvement de colère, notamment dans les quartiers connus pour traverser des périodes post-électorales assez chaudes. "On pourrait imaginer que ces quartiers s'enflamment. On pourrait craindre une escalade. Certes, on est dans la fiction pour l'instant, mais ce sont les risques."

Ce scénario mettrait à rude épreuve les forces de l'ordre qui seront déjà sous pression avec la sécurité de ces Jeux. Un événement sportif qui risque donc de prendre une

tournure plus politique que prévu.

Sujet radio: Grégoire Perroud

Texte web: Fabien Grenon

Publié hier à 17:39 - Modifié hier à 21:28

Risque de télescopage entre les JO et la vie démocratique française

L'Assemblée nationale française aurait dû commencer sa pause estivale plus tôt que normalement pour laisser place aux Jeux olympiques de Paris. Mais sa dissolution va changer la donne, obligeant les futurs députés - qui seront connus le 7 juillet prochain - à siéger plus tard que prévu, soit jusqu'à la fin juillet au moins. Et ce alors que les JO débutent le 26 juillet.

C'est l'article 12 de la Constitution française qui fixe l'agenda: "L'Assemblée nationale se réunit de plein droit le deuxième jeudi qui suit son élection (...). Si cette réunion a lieu en dehors de la période prévue pour la session ordinaire, une session est ouverte de droit pour une durée de quinze jours."

Examen de textes cruciaux

Outre ce problème organisationnel, une autre conséquence de la dissolution de l'Assemblée nationale est l'arrêt brutal de textes cruciaux, à l'instar du projet de loi sur la fin de vie. Si le proutident français avait promis d'avancer sur la question de l'aide à mourir - que réclament notamment beaucoup d'associations -, il faudra repartir à zéro une fois les nouveaux élus en place.

>> Lire aussi : [L'examen des projets de loi suspendu après la dissolution de l'Assemblée nationale](#)

La désignation des Alpes françaises pour organiser les JO de 2030 suspendue au contexte politique


Les élections législatives anticipées en France, qui rendent incertains les contours à venir du gouvernement, affectent la candidature des Alpes françaises pour les Jeux olympiques d'hiver de 2030: le CIO ne les désignera comme hôte le 24 juillet que s'il a reçu les garanties publiques requises.

"La situation politique actuelle en France", soit la dissolution de l'Assemblée nationale dimanche avec un scrutin attendu les 30 juin et 7 juillet, "n'a pas permis de finaliser les documents", a indiqué mercredi la commission exécutive de l'instance olympique, réunie à Lausanne.

Comme attendu, l'instance a suivi l'avis de sa commission de futur hôte en "recommandant" les Alpes françaises comme candidat unique pour les JO 2030, et la ville américaine de Salt Lake City pour l'édition suivante des Jeux d'hiver, en 2034, soit l'avant-dernière étape avant cette double attribution.


La décision finale sera prise par les membres de l'organisation olympique réunis pour leur 142e session à Paris, le 24 juillet, deux jours avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été.

À consulter également

 Eric Ciotti exclu des Républicains "à l'unanimité" par le bureau politique du parti. [Hans Lucas via AFP - SERGE TENANI]


Éric Proutti exclu des Républicains pour avoir voulu s'allier au Rassemblement national

Monde
Mercredi à 17:10

 Le président Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse du 12 juin à Paris. [Keystone/EPA - Teresa Suarez]


Emmanuel Maproul refuse de "donner les clés du pouvoir à l'extrême droite en 2027"

Monde
Mercredi à 11:26

 Le Rassemblement national de Marine Le Pen a fait un score canon lors des européennes. Sur cette photo, des affiches de campagne dans son fief de Henin-Beaumont, le 10 juin 2024. [AFP - DENIS QUADRETTI]

Le RN a conquis neuf communes sur dix en France lors des européennes

Monde
Lundi à 19:22

 Marine Le Pen et Jordan Bardella ont triomphé dimanche soir. [KEYSTONE - THOMAS PADILLA]

La dissolution de l'Assemblée nationale pourrait propulser le Rassemblement national à Matignon

Monde
Lundi à 10:47

La RTS

[A propos](#)

[FAQ](#)

[Conditions générales](#)

[Charte de confidentialité](#)

[Gestion des cookies](#)

[Contact](#)

[Travailler à la RTS](#)

[Communiqués de presse](#)

[Newsletters](#)

[RTS Fiction](#)

[Recevoir nos programmes](#)

[Comment écouter nos podcasts](#)

[Ventes aux professionnels](#)

[Visiter les studios](#)

[Assister aux émissions](#)

[RTS Avec Vous](#)

[Valeur Publique](#)

[SSR Suisse Romande](#)

[Médiation](#)

[Jurisprudence](#)

[SRF](#) | [RSI](#) | [RTR](#) | [SWI](#) | [Play Suisse](#)

RTS Radio Télévision Suisse, succursale de la Société suisse de radiodiffusion et télévision